

La Vie Internationale

Intrigues et Théories

19 février 1949

Bien que l'activité diplomatique soit intense et complexe chacun sent bien que l'avenir du monde se joue en ce moment sur le terrain économique. Le renversement de la tendance des marchés est-il le prélude à une crise et, si crise il y a, pourra-t-on la maîtriser. Si oui, une économie orientée mais libérale, fondée sur l'initiative privée pourra triompher, sinon on assistera à l'avènement d'un totalitarisme universel qui ne sera pas nécessairement communiste, mais fatalement autoritaire et collectiviste.

La politique Russe

L'impérialisme soviétique voit dans ce fléchissement de la conjoncture, une chance appréciable. Comme le disait récemment Paul Hofman, l'administrateur du plan Marshall, la politique russe par l'ampleur et la variété de son activité, la brutalité, l'astuce et le cynisme des méthodes qu'elle emploie, fait penser qu'Hitler lui-même n'était qu'un amateur.

Moscou est partout. En Corée où les Soviets cherchent à renverser le gouvernement du sud installé par les Américains. Au Japon où la propagande bolchevique persuade les masses que les Etats-Unis abandonneront le pays en cas de guerre et que l'U.R.S.S. l'occupera. En Chine où profitant de la faiblesse de Nankin et de la guerre civile, les Russes cherchent à s'emparer du Turkestan chinois. En Perse où les notes se multiplient pour intimider le gouvernement mal assuré du Shah sans compter les attentats.

En Yougoslavie, la lutte contre Tito devient de plus en plus serrée. L'U.R.S.S. craint de lancer ses satellites Hongrois, Roumains ou Albanais, trop faibles contre une Yougoslavie bien armée. Elle n'ose pas attaquer directement Tito ; le recours aux armes pour liquider une querelle intestine ferait certainement mauvais effet sur les camarades. Tito tient tête. En Grèce enfin, Markos débarqué par le Kominform, les rebelles réarmés ont essayé une attaque d'envergure sur Florina pour en faire une capitale de la République populaire grecque, mais l'armée gouvernementale a résisté. L'affaire sera remise.

La Norvège et le pacte de l'Atlantique

Mais l'intérêt essentiel va en ce moment à la Norvège. Les commentateurs s'accordent à dire que Atcheson pour ses débuts n'a pas fait un coup de maître. Nous le remarquons l'autre jour : Fallait-il mettre le gouvernement d'Oslo dans l'embarras et risquer un échec qui serait pour l'U.R.S.S. un gros succès diplomatique ? Ce qui gâte l'affaire, c'est que le gouvernement américain ne peut déclarer une guerre sans un vote du Congrès, ce qui l'empêche de contracter des engagements militaires qui entraîneraient automatiquement les U.S.A. dans la lutte. Les Norvégiens se disent que les Russes sont assez habiles pour mettre la main sur eux comme ils l'ont fait pour la Finlande sans provoquer en même temps un Pearl Harbour. Et le Congrès pourrait bien temporiser. Si bien qu'on ne sait encore ce qui va se passer. Probablement pas mal d'eau sous les ponts.

M. Lange, ministre de la Norvège est allé à Washington, puis à Londres où il a vu Bevin qui l'a vivement exhorté en faveur du pacte atlantique et finalement la question sera portée devant le Parlement Norvégien.

Les pourparlers avec le Danemark et la Suède pourraient bien reprendre aussi, car, si on peut aboutir à faire signer le pacte par la Norvège, on cherchera à sauver la face par une formule mixte qui engloberait les trois états et qui leur permettrait de recevoir des armements américains. Personne ne voudra en effet donner à l'U.R.S.S. un prétexte pour triompher.

A Londres

Depuis que la crise économique est à l'ordre du jour, un revirement soudain s'est fait dans la politique anglaise. Le gouvernement travailliste voit venir les élections en 1950. Si dans quelques mois les marchés extérieurs se ferment et que le chômage apparaisse, les électeurs lui régleront son compte. Aussi Londres appuie-t-il toutes les initiatives américaines : le pacte de l'Atlantique, l'union européenne, la coopération éco-

nomique des dix-neuf, rencontrent un empressement nouveau. Le projet Truman qui a trait au développement des régions arriérées est accueilli aussi très favorablement.

A Paris de même, l'Afrique va s'ouvrir aux capitaux américains publics et privés. On peut s'en féliciter puisqu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Pour la France on ne peut que déplorer que la stupide politique économique et financière, pratiquée depuis la Libération ne nous ait pas permis de mettre en valeur notre empire nous mêmes. Vouloir la grandeur d'un pays, très bien. Mais il ne faut pas d'abord le ruiner.

La politique américaine

Le Fondement de la politique américaine en ces matières a été exposé par Atcheson et ressortit au pur matérialisme historique. On est Marxiste sans le savoir à Washington. Voici : Les pays démocratiques sont ceux où le revenu moyen est le plus élevé. Les pays où le niveau de vie est bas et le peuple sous-alimenté, est le terrain de choix des dictatures blanches ou rouges. Il faut donc élever le revenu moyen, augmenter le nombre de calories dont chaque habitant de ces pays déshérités dispose pour affaiblir les tendances communistes ou fascistes et faire triompher la démocratie. Il est certain que les statistiques corroborent la théorie.

En Europe les pays où le niveau de vie était le plus élevé, le sol et l'industrie plus riches Angleterre, France, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Pays Scandinaves, la démocratie fleurissait. Même en Autriche et en Tchécoslovaquie les institutions libres étaient appuyées par un peuple industriel et relativement aisé. Par contre les pays méditerranéens plus pauvres ont connu toutes les formes de dictature et ceux de l'Europe orientale plus misérables encore en revenus et en calories, n'en sont jamais sortis. Et voilà pour quoi nous avons le plan Marshall et le plan Trumann. Nous lecteurs jugeront.

CRITON.